



Déclaration commune des organisations syndicales CGT- FSU- SOLIDAIRES - UNEF

Une seule solution à la crise : le progrès social !

Partout en Europe et dans le monde, les politiques d'austérité prescrites par les marchés financiers et le patronat, jettent dans la misère des millions de salariés, de retraités et de familles.

En France, on dénombre chaque jour plus de 1500 nouveaux chômeurs. Les plans sociaux se multiplient, le nombre de ruptures conventionnelles explose.

Montpellier et sa région sont impactés fortement par la crise. Le nombre de familles pauvres et le taux de chômage y sont largement supérieurs à la moyenne nationale.

C'est dans ce contexte de crise d'une violence inouïe que le gouvernement a fait le choix de la régression sociale en imposant l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier.

Ce texte est tout bénéf pour le MEDEF. C'est une véritable bombe qui jette aux orties des décennies de conquêtes sociales :

- il sécurise les licenciements
- il flexibilise davantage les salariés ;
- il développe le dumping social et les chantages patronaux à l'emploi !

Ce n'est pas le travail qui coûte trop cher, c'est le capital !

Ce sont les salariés qui par leur travail, leur savoir-faire et leur intelligence, créent les richesses de ce pays !

Pour sortir de la crise, il faut abandonner l'ANI et exiger le progrès social :

- **Augmenter les salaires et les pensions** : le SMIC doit être porté à 1700 euros !
- **Développer les services publics** : investir dans un Service Public de qualité, c'est créer les conditions d'un développement équilibré et harmonieux ! Cela nécessite aussi une réforme des financements publics et de la fiscalité, au service du progrès social.
- **Défendre l'emploi** en contraignant les banques et les financiers à diriger l'argent vers l'investissement productif créateur d'emplois et en interdisant les suppressions d'emplois dans les entreprises qui font des profits.
- **Etendre à tous la protection sociale** : la sécurité sociale, les retraites par répartition, les allocations familiales, l'assurance chômage sont le fruit de conquêtes syndicales. Elles doivent être maintenues, défendues et améliorées.
- **Donner plus de droits aux salariés au sein des entreprises** en renforçant les inspections du travail. et en accordant un droit de veto suspensif des représentants du personnel sur les plans de licenciement et les plans de restructuration.

L'austérité nous enfonce dans la crise, le progrès social nous en sortira !

Le 1^{er} Mai mobilisons-nous !

Manifestation 10h00 Peyrou Montpellier

Montpellier 16 avril 2013